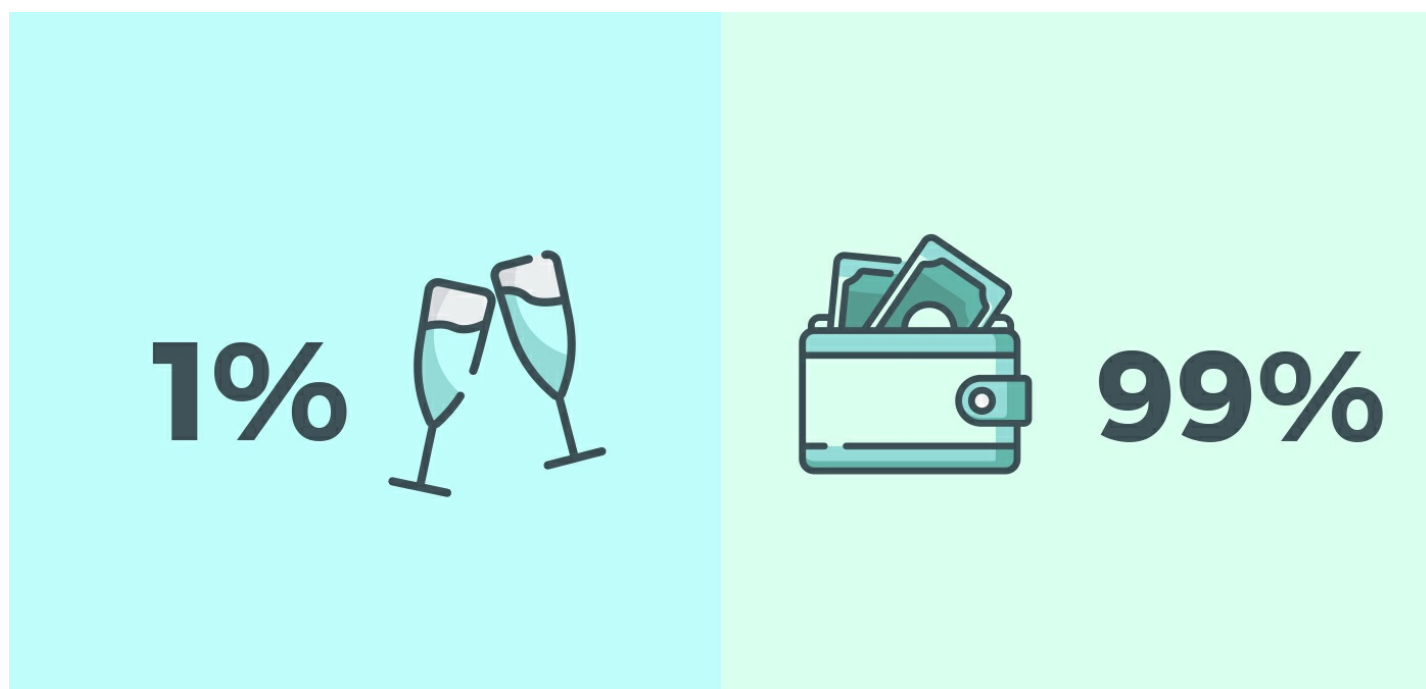


INFOGRAPHIE : Macron, le Président des riches

syndicoop.info/infographie-macron-le-president-des-riches/



13 octobre 2017

Temps de lecture : 2 minutes

[Lire plus tard](#)

LE PRÉSIDENT DES RICHES

CHAMPAGNE POUR

LES 1%



PAYÉ PAR LES

99%

AUGMENTATION
DU CRÉDIT
IMPÔT
COMPÉTITIVITÉ
EMPLOI

4 Md

(qui viennent s'ajouter aux 40 milliards
du pacte de responsabilité)

HAUSSE DE LA CSG POUR
LES RETRAITÉS
ET LES FONCTIONNAIRES

4,5 Md

3,5 Md

SUPPRESSION
DE L'ISF

7 Md

DE BAISSÉ
DU BUDGET DE L'ÉTAT

FIN DE LA TAXATION
DE 3%
SUR LES DIVIDENDES

1,8 Md

PLAFONNEMENT
DE LA TAXATION
SUR LE CAPITAL
À 30% MAXIMUM

1,3 Md

5 Md

DE BAISSÉ DU BUDGET
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
(dont 1,5 milliards pour
les hôpitaux publics)

3 Md

DE BAISSÉ DU BUDGET
DES COLLECTIVITÉS

1,7 Md

BAISSÉ DES APL

1,2 Md

BAISSÉ DE L'IMPÔT
SUR LES SOCIÉTÉS

1,5 Md

SUPPRESSION DE 260 000
EMPLOIS AIDÉS

SUPPRESSION DE LA TAXE
SUR LES SALAIRES DE PLUS
DE 152 000€/AN

300 M

380 M

GEL DES PENSIONS
DES RETRAITÉS

200 M

+10%
D'AUGMENTATION
DU FORFAIT
HOSPITALIER

170 M

MISE EN PLACE
D'UN JOUR DE
CARENCE POUR LES
FONCTIONNAIRES

SUPPRESSION DE
120 000 POSTES

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

GEL DU SALAIRE DES FONCTIONNAIRES

... **SANS AUCUN**
EFFET SUR L'EMPLOI
OU L'INVESTISSEMENT



Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) mis en place par François Hollande a pourtant fait la démonstration de son inefficacité. D'un coût de 20 milliards d'euros par an, son impact sur l'emploi n'est pas démontré par les rapports officiels. Il a par contre permis aux entreprises, notamment à celles du CAC 40 d'augmenter leurs marges, sans investir pour autant...(voir le [bilan du CICE](#) par Alternatives Économiques)

La suppression de l'ISF sur le capital est argumentée par la nécessité d'inciter les plus riches à investir dans l'économie. Cette réforme a été mise en place en Suède, sous la pression des patrons d'Ikea et H&M, et s'est traduite par une progression des inégalités (Voir sur LeMonde.fr : [En Suède 10 ans après la disparition de l'ISF](#) et la Tribune de Thomas Piketty : [La suppression de l'ISF, une faute historique](#))



AU FAIT,
ET LA FRAUDE
FISCALE ?

La fraude fiscale est évaluée chaque année à 60 milliards d'euros minimum. Ce sans compter « *l'optimisation* » fiscale qui permet aux multinationales ou aux 1 %, aidés de bataillons d'avocats fiscalistes, de contourner la législation et de placer leur argent dans les paradis fiscaux. **Avec la suppression de 1648 agent.es des impôts, les fraudeurs peuvent dormir sur leurs deux oreilles...**

La fraude aux cotisations sociales, avec des entreprises qui ne paient pas les heures supplémentaires ou ne déclarent pas leurs salarié.es représente selon les chiffres officiels 25 milliards d'euros. Là non plus, aucune mesure pour renforcer les effectifs des Urssaf, et mieux traquer les multinationales qui développent des tactiques de fraudes de plus en plus perfectionnées...